

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
BUREAU DE DES POLITIQUES TERRITORIALES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté préfectoral n° 07 DAIDD M 031

autorisant la société IMERYS CERAMICS  
FRANCE à exploiter en lieu et place de la  
société CERATERA la carrière à ciel ouvert  
d'argiles 77418004 sur le territoire des  
communes de SAVINS et SAINT LOUP  
DE NAUD.

Le Préfet de Seine et Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du ,

- Vu le code de l'environnement, ses parties législatives et réglementaires,
- Vu le code minier,
- Vu le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V titre II relatives à l'archéologie préventive,
- Vu le code de la voirie routière et le code rural
- Vu le code de l'urbanisme,
- Vu le code forestier,
- Vu le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées,
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et pris pour l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé,
- Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le Règlement Général des Industries Extractives,
- Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution des garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

Vu l'arrêté préfectoral 79 CAR 001 du 5 mars 1979 autorisant la société DENAIN ANZIN MINERAUX à poursuivre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière d'argiles sur le territoire de la commune de SAINT LOUP DE NAUD et à étendre cette exploitation sur le territoire de la commune de SAVINS pour une durée de 6 mois et 3 ans pour la remise en état pour la parcelle E252 représentant une surface approximative de 1ha et 10 ans et 1 an pour la remise en état pour les autres parcelles représentant une surface de 8ha 73a,

Vu l'arrêté préfectoral 88 DAE 2M CAR 006 du 2 juin 1988 modifiant l'article 4 de l'arrêté préfectoral 79 CAR 001 du 5 mars 1979 autorisant la société DAMREC à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles sur le territoire des communes de SAINT LOUP DE NAUD et SAVINS,

Vu l'arrêté préfectoral 89 DAE 2M092 du 6 décembre 1989 autorisant la société DAMREC exploiter une carrière à ciel ouvert d'argiles et de calcaires sur le territoire des communes de SAINT LOUP DE NAUD (parcelles cadastrées E455p, E456p, E457p et portion de CR 9) et SAVINS (parcelles cadastrées ZC203p, et ZC 18) l'ensemble représentant une superficie totale approximative de 14 ha 62a pour une durée de 25 ans,

Vu l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2M 028 du 17 mars 1999 de prescriptions complémentaires concernant le montant des garanties financières de remise en état de la carrière d'argiles et de calcaires exploitée par la Société DAMREC sur le territoire des communes de SAINT LOUP DE NAUD et SAVINS,

Vu l'arrêté préfectoral 00 DAI 2M 023 du 10 mars 2000 autorisant la Société CERATERA à se substituer à la Société DAMREC pour l'exploitation de cette carrière en limitant les matériaux extraits et valorisés aux seules argiles,

Vu la demande du 6 juin 2007 de Monsieur François SAVATIER agissant en qualité de Directeur de l'unité nord de Provins de la société IMERYS CERAMICS FRANCE sollicitant l'autorisation pour la société IMERYS CERAMICS FRANCE de se substituer à la société CERATERA pour l'exploitation de cette carrière d'argiles,

Vu l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du 13 juillet 2007,

Vu l'avis motivé de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation spécialisée dite « des carrières » émis lors de sa réunion du 28 septembre 2007,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant le 1<sup>er</sup> octobre 2007 qui n'a pas formulé d'observation,

Considérant l'attestation de maîtrise foncière fournie par le demandeur,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## A R R Ê T E

### Article I : Autorisation

La Société IMERYS CERAMICS FRANCE dont le siège social est situé 154 rue de l'université 75007 PARIS est autorisée à se substituer à la société CERATERA pour l'exploitation de la carrière 77418004 d'argiles sise sur le territoire des communes de SAINT LOUP DE NAUD et SAVINS représentant une surface approximative de 14ha 62a.

## Article II : Garanties financières

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant transmet à Monsieur le préfet de Seine et Marne :

-un document attestant la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 susvisé, et dont le montant est calculé en utilisant le montant de référence l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2M 028 du 17 mars 1999 et réactualisé conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif aux garanties financières (en utilisant la dernière valeur de l'indice TP01 connue).

ou

- un amendement à l'acte de cautionnement du 15 juin 2004 de BNP PARIBAS portant sur 161 000€, réévaluant ce montant comme à l'alinéa précédent et prenant en compte la présente autorisation de changement d'exploitant.

## Article III : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'environnement et l'article 43 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

## Article IV: Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairies de SAINT LOUP DE NAUD et SAVINS.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairies de SAINT LOUP DE NAUD et SAVINS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans les locaux de l'installation de traitement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis relatif à cette autorisation est inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

## Article V : Délais et voies de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'achèvement des formalités de publicité.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

Article V : Destinataires

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société YMERYS CERAMICS FRANCE
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- Messieurs les Maires de Savins et Saint-Loup-de-Naud
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 12 octobre 2007

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Francis VUIBERT

POUR AMPLIATION  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau

  
Brigitte CAMUS